

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Isabelle GUÉRIN, *Femmes et économie solidaire*. Paris, La Découverte, MAUSS - SED, 2003, 234 p., bibliogr., index.

par Manon Boulianne

Anthropologie et Sociétés, vol. 30, n° 2, 2006, p. 265-267.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/014137ar>

DOI: 10.7202/014137ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

technologies en tant qu'outil complémentaire à la recherche anthropologique se remarque par l'annexion d'un cédérom à la fin de l'ouvrage, qui offre des renseignements complémentaires et détaillés sur La Réunion, les plantes nommées dans l'ouvrage, les soins aux bébés, les rituels religieux et thérapeutiques, etc., le tout complété par des photos et quelques vidéos.

Il s'agit donc d'un ouvrage d'anthropologie de la naissance extrêmement complet et documenté sur les pratiques liées à l'enfantement et à la petite enfance. Le lecteur trouvera ici de nombreuses recettes, de nombreux usages de plantes et de nombreux détails concernant les rituels. Cet ouvrage, à l'écriture fluide, est accessible aussi bien au grand public qu'aux anthropologues, historiens, psychologues et médecins les plus spécialisés.

Marie Paumier (*Marie.Paumier.1@ulaval.ca*)
Département d'anthropologie
Université Laval
Québec (Québec) G1K 7P4
Canada

Isabelle GUÉRIN, *Femmes et économie solidaire*. Paris, La Découverte, MAUSS - SED, 2003, 234 p., bibliogr., index.

Isabelle Guérin est une économiste hétérodoxe qui pose dans cet ouvrage un regard féministe sur la pauvreté et les inégalités entre les sexes et les générations dans différents contextes. Adoptant une position pragmatique, elle cherche des solutions sans négliger l'analyse attentive des dynamiques à l'œuvre sur le terrain. Pour elle, l'économie solidaire fournit une réponse intéressante à la problématique des inégalités sociales et de sexe. Aussi important-il de s'y arrêter afin d'en relever les potentialités pour améliorer les conditions de vie des femmes, mais aussi pour signaler les limites et les enjeux qu'elle soulève. C'est ce qu'Isabelle Guérin accomplit avec nuance et doigté dans cet ouvrage qui fait le point sur plusieurs années de recherche qualitative et ethnographique menée sur des terrains urbains, français et sénégalais, tout en s'appuyant sur des écrits européens et québécois dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

L'auteure définit l'économie solidaire comme « l'ensemble des initiatives économiques privées (c'est-à-dire autonomes de l'État) et misant sur l'intérêt collectif et la solidarité plutôt que sur la recherche du profit » (p. 11). Elle y inclut les entreprises sociales associées à l'économie sociale plus ancienne (coopératives et mutuelles) ainsi que les activités associatives développées depuis une trentaine d'années dans différents champs du social (logement, alimentation, santé, emploi, crédit, etc.) pour couvrir collectivement des besoins nouveaux ou des aspirations nouvelles des populations locales. Jardins potagers collectifs en milieu urbain, systèmes d'échanges locaux, coopératives de santé, entreprises d'insertion et d'aide à domicile en sont autant d'exemples. On aura compris qu'Isabelle Guérin adhère à une définition substantive de l'économie, qui prend en compte aussi bien les activités marchandes que non marchandes, monétaires que non monétaires de production, d'échange et de consommation assumées par les hommes et les femmes tous les jours de leur vie.

Sur le plan conceptuel, cet ouvrage innove en proposant un cadre analytique, inspiré des travaux d'Amartya Sen, pour l'évaluation des impacts des initiatives de l'économie solidaire sur la vie quotidienne des femmes pauvres, pour une part, ainsi que sur la réduction des

inégalités sociales de façon plus générale. Pour l'auteure, les initiatives s'inscrivant dans une économie solidaire sont d'intérêt pour trois raisons. La première, qui repose sur une approche de la pauvreté la concevant d'abord et avant tout comme une « insuffisance des droits et [une] incapacité à les faire valoir ou à en prendre conscience » (p. 16), est que l'économie solidaire facilite la mise en place d'une « justice de proximité ». En effet, elle aide les femmes, par le biais d'actions menées en groupe, à convertir leurs droits formels en droits réels ou à les compléter, tout en mettant de l'avant la primauté de l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel. La deuxième raison pour laquelle il vaut la peine de s'intéresser à l'économie solidaire est que les initiatives s'y inscrivant constituent des espaces de délibération, fragmentés certes, mais qui ont le potentiel de déboucher sur des transformations institutionnelles qui favorisent une plus grande égalité entre les sexes. La troisième raison tient à la valorisation de l'économie non marchande et non monétaire, notamment du travail domestique assumé par les femmes partout sur la planète, au sein des initiatives de l'économie solidaire. Cette reconnaissance, dans un espace intermédiaire entre le public et le privé, de pratiques économiques basées sur une logique réciprocitaire plutôt que sur une logique du gain, ainsi que la reconnaissance de leur coexistence avec l'économie publique et privée, représente pour Guérin un autre outil de lutte contre les inégalités entre les sexes, car elle contribue à détruire les silos que représentent, dans les conceptions économiques dominantes mais aussi dans la tête de bien des hommes et des femmes, l'emploi rémunéré et le travail domestique.

Sur le plan empirique, des récits de vie menés sur une période de trois ans auprès de petites commerçantes de Thiès, au Sénégal, et d'allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI) de Lyon, en France, permettent de décrire de manière sensible et vivante les embûches auxquelles ces femmes font face dans leur vie quotidienne. On est alors en mesure de constater que la vie associative féminine n'est pas une nouveauté dans la vie des Sénégalaises qui trouvent depuis longtemps déjà dans les tontines et autres dispositifs financiers informels une manière de faire face, en situation de perpétuelle pénurie monétaire, aux nombreuses obligations familiales et religieuses qui leur incombent. Dans un contexte de crise économique généralisée où les hommes n'arrivent plus à faire face à leurs propres obligations, le poids qui repose sur leurs épaules est aujourd'hui d'autant plus lourd à porter ; elles tentent donc de plus en plus d'échapper aux obligations que la tradition faisait peser sur elles de manière à pouvoir survivre sans dépendre continuellement des autres (prêteurs, grossistes, époux, femmes plus âgées) auxquelles elles sont alors nécessairement redevables et qui profitent de leur situation pour les assujettir. Isabelle Guérin montre que les expériences plus récentes de mise en place de dispositifs solidaires comme la micro finance ont des effets contrastés sur les femmes et peuvent contribuer à justifier un désengagement accru de l'État. Il importe donc d'y accoler des objectifs politiques afin qu'elles servent de levier à la mobilisation collective des femmes et puissent avoir des incidences sur les politiques publiques au lieu de contribuer à les restreindre. Du côté français, le cas spécifique des « écoles de consommation » (semblables aux associations coopératives d'économie familiale québécoises, les ECOF) qui ont essaimé dans la région Nord-Pas-de-Calais depuis la fin des années 1980 permet là aussi de suggérer dans quelle mesure et à quelles conditions ce genre d'expérience peut contribuer à l'émancipation des femmes pauvres et à l'infléchissement des politiques publiques en faveur d'une plus grande justice sociale.

La question des arrimages souhaitables entre la poursuite des intérêts individuels et collectifs, collectifs et généraux, traverse tout l'ouvrage. En ce sens, cette réflexion sur l'économie solidaire déborde amplement la question de son potentiel comme élément d'aplanissement des inégalités sociales et de lutte contre la pauvreté féminine. Par ailleurs, il constitue

un des rares ouvrages dans le domaine de l'économie sociale et solidaire à s'arrêter systématiquement sur la spécificité des mondes vécus par les femmes. En ce sens, il demeure en 2006 un ouvrage phare en la matière.

Manon Boulianne (Manon.Boulianne@ant.ulaval.ca)
Département d'anthropologie
Centre de recherche sur les innovations sociales
Université Laval
Québec (Québec) G1K 7P4
Canada

Cesare LOMBROSO et Guglielmo FERRERO, *Criminal Woman, the Prostitute, and the Normal Woman*. Traduction et nouvelle introduction de Nicole Hahn Rafter et Mary Gibson. Durham, Duke University Press, 2004, 306 p., notes, gloss., réf., index.

Nicole Hahn Rafter et Mary Gibson, respectivement spécialiste des rapports entre les femmes et la justice et professeure d'histoire de l'Italie du 19^e siècle, se sont attachées à retraduire l'ouvrage du médecin Cesare Lombroso, père fondateur de la criminologie et de Guglielmo Ferrero, son assistant, publié originellement en Italie en 1883 sous le titre : *La donna delinquente, la prostituta e la donna normale*.

Cette nouvelle traduction, même si elle est toujours une version épurée, est plus conforme à l'original : elle reproduit le cadre initial de l'ouvrage en quatre parties, de nombreuses illustrations et analyses concernant notamment les caractéristiques sexuelles des femmes ainsi que la partie concernant « la femme normale », autant d'éléments injustement amputés de la première traduction anglaise, datant de 1895 et intitulé *The female offender*.

En réduisant les redondances, les multitudes d'exemples et de répétitions, la lecture s'en trouve facilitée mais paradoxalement, et peut être ironiquement, le texte en devient plus rationnel et scientifique. Les traductrices espèrent qu'ainsi il alimentera la réflexion au-delà du champ de l'histoire de la criminologie vers ceux de l'histoire de l'art, des études sur le genre ou de l'anthropologie.

Dans leur passionnante introduction, Rafter et Gibson résument les arguments de Lombroso et contextualisent son travail. Elles replacent ses écrits dans un État italien balbutiant, au sein des débats scientifiques de l'époque et des sciences émergentes comme la sexologie. Elles soulignent l'influence considérable que l'auteur exercera de son vivant sur de nombreuses disciplines et son rôle dans la diffusion de multiples méthodes scientifiques. C'est en 1870 qu'une découverte le propulse dans le cercle restreint des grands noms de la science : il décèle une même série d'anomalies ataviques chez les détenus et les vertébrés inférieurs. Il pense alors avoir résolu le problème de la nature et de l'origine du criminel : une résurgence de caractères primitifs.

Dans la lignée de ces conceptions sur l'atavisme, Lombroso veut démontrer ici l'infériorité des femmes. De son activité intellectuelle à sa sensibilité, la femme, « est intellectuellement et physiquement un homme arrêté dans son développement ». La première partie de l'ouvrage caractérise la volonté de l'auteur de présenter sous tous les angles cette infériorité. Ne reculant devant aucune ressource, il combine allègrement des mythes, des statistiques, des histoires recueillies en prison, des analyses de tatouages, l'anthropométrie, l'anatomie, les